

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 008, Numéro 022, Juillet-Décembre 2025

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 8, numéro 22

Juillet-Décembre 2025

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/DWYJ7148>

www.revue-is.org

**CATASTROPHES FLUVIALES ET URGENCE D'UNE GOUVERNANCE ANTICIPATIVE EN
RD CONGO : CAS DES NAUFRAGES DE L'EQUATEUR EN SEPTEMBRE 2025**

Donat-Soft MUKUNA MUYA

Docteur en Médecine de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), Master et Doctorant en Stratégie,
Défense et Sécurité (CHESD), ORCID : <https://orcid.org/0009-0006-1911-3277>

Arly NTUMBA TSHIELA

Master en Finances, Banque, Licencié en Sciences Economiques de l'Université Protestante au
Congo (UPC), Master et Doctorant en Stratégie, Défense et Sécurité (CHESD)

Bernard LUTUTALA MUMPASI

Démographe, Professeur et Directeur de l'Ecole doctorale du Collège de Hautes Etudes de Stratégie
et Défense (CHESD)

RESUME

Les naufrages successifs survenus en septembre 2025 dans la province de l'Équateur en République démocratique du Congo illustrent de manière dramatique la récurrence des catastrophes fluviales et l'incapacité persistante de l'État à y apporter une réponse anticipative et structurée. En moins de 48 heures, deux embarcations surchargées ont chaviré ou pris feu, provoquant près de 200 décès, dont de nombreux enfants. Ces tragédies révèlent une vulnérabilité systémique liée à la vétusté des embarcations, au non-respect des règles de sécurité, à la navigation nocturne et à l'absence d'une véritable culture du risque. L'analyse met en évidence non seulement les failles de gouvernance et les limites des dispositifs de secours, mais aussi les risques stratégiques d'exploitation de ces vulnérabilités dans un contexte de guerre hybride. Face à cette répétition de drames évitables, les auteurs plaident pour une refonte institutionnelle et culturelle de la gouvernance des risques en RDC, passant d'une logique réactive à une anticipation systémique intégrée, afin de transformer ces tragédies en opportunité de résilience stratégique et de consolidation de la souveraineté nationale.

Mots-clés : *Catastrophes fluviales, naufrages, gouvernance anticipative, province de l'Equateur.*

ABSTRACT

The successive shipwrecks that occurred in September 2025 in the Equateur province of the Democratic Republic of Congo tragically highlight the recurring nature of river disasters and the state's persistent inability to provide an anticipatory and structured response. Within less than 48 hours, two overloaded vessels capsized or caught fire, causing nearly 200 deaths, including many schoolchildren. These tragedies reveal systemic vulnerabilities linked to the obsolescence of vessels, the disregard of safety rules, night navigation, and the absence of a genuine risk culture. The analysis underscores not only governance failures and the limitations of emergency responses but also the strategic risks of exploiting such vulnerabilities within a hybrid warfare context. In the face of these preventable tragedies, the authors argue for a comprehensive institutional and cultural overhaul of risk governance in the DRC, shifting from a reactive approach to systemic anticipation, so as to transform disasters into an opportunity for strategic resilience and the reinforcement of national sovereignty.

Keywords : River disasters, shipwrecks, proactive governance, Equator Province.

INTRODUCTION

Les catastrophes naturelles et anthropiques en République démocratique du Congo révèlent une vulnérabilité systémique qui transforme des aléas prévisibles en tragédies humaines évitables. Comme le souligne Mukuna Muya (2025), l'absence d'anticipation et la gestion purement réactive des catastrophes constituent les principales failles d'un système qui peine à protéger ses populations. Cette problématique rejoint les analyses internationales sur la gouvernance des risques, qui mettent en évidence le rôle central de la planification, de la culture du risque et des capacités institutionnelles (Wisner, Blaikie, Cannon et Davis, 2004 ; Tierney, 2014 ; UNDRR, 2019).

Les naufrages survenus en septembre 2025 dans la province de l'Équateur s'inscrivent dans cette dynamique mortifère, illustrant de manière tragique l'urgence de passer d'une logique d'urgence à une stratégie d'anticipation dans la gestion des risques. Cette exigence rejoint les approches contemporaines de la résilience systémique, qui considèrent les catastrophes non seulement comme des événements ponctuels, mais aussi comme des révélateurs structurels des fragilités de l'État (Comfort, Boin et Demchak, 2010 ; Pelling, 2011).

Malgré l'abondante littérature sur la gouvernance des risques et la résilience des sociétés (Tierney, 2014 ; Pelling, 2011 ; Wisner, 2016), peu d'études se sont penchées sur la manière dont des aléas dits « naturels » ou « accidentels » peuvent être instrumentalisés dans des logiques de conflictualité contemporaine. Plus spécifiquement, la littérature internationale n'a guère exploré la relation entre les naufrages fluviaux en Afrique centrale et les stratégies de guerre hybride visant à fragiliser la gouvernance et la stabilité d'un État.

Comment les naufrages fluviaux en République démocratique du Congo révèlent-ils des vulnérabilités exploitables dans une logique de guerre hybride, et que nous apprennent-ils sur les limites de la gouvernance des risques en contexte de conflictualité asymétrique ?

Cet article apporte une contribution originale en reliant deux champs habituellement séparés : l'étude des risques socio-naturels et l'analyse stratégique des guerres hybrides. Il montre que les accidents fluviaux ne sont pas seulement des événements techniques ou humanitaires, mais aussi des révélateurs de fragilités systémiques pouvant être exploitées par des acteurs hostiles dans un contexte géopolitique instable.

I. OPERATIONNALISATION DE LA GOUVERNANCE ANTICIPATIVE

Pour rendre opératoire la « gouvernance anticipative », nous proposons cinq dimensions mesurables, chacune accompagnée d'indicateurs et d'un seuil de performance minimal.

Il s'agit, dans un premier temps, du cadre normatif qui préconise l'existence et la mise à jour d'une réglementation fluviale nationale, du nombre de contrôles techniques réalisés annuellement ainsi que du taux de conformité (>80% = bon).

En second temps, il faudrait développer les capacités institutionnelles par la présence d'un organe national de gestion des risques doté d'un mandat et de budget dédiés (budget/PIB régional ; délais de déploiement).

En troisième temps, il y a lieu de mettre en place des systèmes d'alerte et d'information par la couverture de télécommunication dans la proportion des tronçons fluviaux cartographiés et monitorés ainsi que la latence moyenne d'alerte (<2 heures).

En quatrième, il y a lieu de privilégier la préparation communautaire, prenant en compte la proportion de communautés riveraines formées aux gestes de survie et les simulations annuelles (>50% population exposée).

En cinquième temps, le financement de la résilience est important. Il faut disponibiliser un fonds de résilience opérationnel et des mécanismes d'assurance micro/communautaire (fonds vs besoins estimés).

Tableau n°01 : Indicateurs

Dimension	Indicateur principal	Source de données	Seuil alvo
Cadre normatif	Contrôles techniques/an	Ministère Transports	≥ 4/an
Alerte	Tronçons monitorés (%)	Opérateurs télémétrie	≥ 60%
Institution	Budget ANGRMH (USD)	Loi de finances	> seuil minimal

Source : Conception des auteurs.

En comparaison de l'Asie du Sud-Est, les expériences de gestion des crues et accidents fluviaux dans le bassin du Mékong montrent l'importance des systèmes d'alerte intégrés, de la coopération transfrontalière et des mécanismes de financement adaptatif.

Trois leçons émergentes applicables à la RDC : la valeur ajoutée d'une cartographie hydrologique à haute résolution combinée à l'alerte mobile ; l'efficacité de programmes nationaux de sécurité fluviale associés à des programmes de micro-assurance pour atténuer la vulnérabilité économique ; et la nécessité d'instances de coordination inter-États pour les bassins transfrontaliers. Ces éléments, tout en exigeant adaptation contextuelle, offrent des pistes opérationnelles pour améliorer la gouvernance fluviale congolaise.

II. METHODOLOGIE DU TRAVAIL

L'approche méthodologique repose sur une étude de cas des naufrages de septembre 2025 dans la province de l'Équateur (RDC), analysés à travers le prisme de la gouvernance des risques et de la guerre hybride.

Cette étude est fondée sur une démarche qualitative, exploratoire et analytique. Elle se base sur les sources données primaires comme la littérature académique sur la gouvernance des risques (Wisner et al., Tierney, Pelling), la

résilience (Comfort, Boin, Pelling), et la guerre hybride (Hoffman, Freedman, Nye, Mukuna Muya) ainsi que les sources secondaires comme les témoignages rapportés par la presse locale (Mbote.cd, Congo Profond, Actualité.cd), les déclarations des autorités et de la société civile.

Cette méthode d'analyse est axée sur l'examen de la documentation et la triangulation des sources (rapports, articles, médias). Le cadre théorique combine la théorie de la vulnérabilité (Wisner et al., 2004).

L'objectif, c'est d'identifier les causes immédiates et structurelles des naufrages, mettre en évidence leurs implications stratégiques, et proposer un cadre de gouvernance anticipative applicable au-delà du cas congolais.

Sur la validation des données, il y a lieu de noter qu'elles sont mobilisées des sources variées (presse nationale et internationale, rapports institutionnels, littérature académique, témoignages de terrain).

La validation s'est appuyée sur trois critères principaux, à savoir : la fiabilité (priorité accordée aux sources institutionnelles (gouvernementales, ONG internationales, organismes multilatéraux) et aux médias reconnus) ; la convergence (recoupement systématique de chaque information avec au moins deux sources indépendantes) ; enfin la pertinence contextuelle (sélection de sources explicitement liées aux événements étudiés, en l'occurrence les naufrages de février et avril 2025) et à leur traitement politico-sécuritaire.

Quant aux limites et biais, il y a lieu de relever, entre autre, que la dépendance partielle à la presse locale peut introduire des biais de perception politique ou émotionnelle ; l'absence de statistiques fluviales centralisées limite la robustesse quantitative ; enfin l'analyse repose sur une interprétation qualitative, ce qui peut réduire la généralisabilité des résultats, mais elle offre une profondeur contextuelle.

III. CADRE THEORIQUE

La gouvernance des risques se focalise sur la prévention, la préparation et la réponse aux aléas. Elle met en lumière les capacités institutionnelles, sociales et techniques à anticiper les catastrophes (Tierney, 2014 ; UNDRR, 2015).

Leur articulation réside dans l'idée que les failles de gouvernance des risques constituent des points d'entrée pour des stratégies hybrides. Là où la gouvernance échoue à anticiper ou à gérer les catastrophes, un adversaire peut exploiter ces vulnérabilités pour délégitimer l'État, accroître le chaos social et renforcer sa propre influence.

En ce qui concerne les limites du dialogue conceptuel, il se dégage que la littérature sur les risques tend à négliger la dimension intentionnelle (instrumentalisation politique). Les études sur la guerre hybride ignorent souvent les dimensions environnementales ou infrastructurelles. L'approche proposée vise donc à combler ce vide, mais elle reste exploratoire et doit être consolidée par des recherches empiriques plus larges.

Le schéma conceptuel prend en compte les paramètres suivants : faiblesses structurelles (infrastructures, gouvernance) ; accidents fluviaux répétés ; délégitimation de l'État/narratif de crise et exploitation par acteurs hybrides.

Cet article apporte trois contributions principales à la littérature, notamment : empirique, conceptuel, normatif et politique.

L'apport empirique se justifie du fait que la présente étude documente un double naufrage perpétré en septembre 2025, peu couvert dans la littérature académique, et le relie aux dynamiques structurelles de gouvernance en RDC.

Au plan conceptuel, cette réflexion propose d'articuler deux champs théoriques rarement combinés, à savoir : la gouvernance des risques et la résilience (Wisner, Tierney, Pelling) ainsi que la sécurité stratégique (Hoffman, Mukuna Muya, Freedman).

Cette hybridation théorique débouche sur la notion de « gouvernance anticipative » des catastrophes comme levier de résilience stratégique.

Quant à l'apport normatif et politique, cette analyse scientifique formule des recommandations de réforme institutionnelle et stratégique pour transformer les catastrophes en opportunité de souveraineté et de résilience.

IV. DEUX NAUFRAGES MEURTRIERS EN DEUX JOURS DANS LA PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Deux tragédies fluviales successives ont endeuillé la province de l'Équateur, en République démocratique du Congo, au début du mois de septembre 2025. En l'espace de deux jours, deux embarcations ont fait naufrage dans cette province du nord-ouest du pays, provoquant un bilan humain catastrophique.

Dans la nuit du 10 septembre, un premier naufrage sur la rivière Maringa (territoire de Basankusu) a coûté la vie à des dizaines de personnes. Dès le lendemain, le 11 septembre, un second drame s'est produit sur le fleuve Congo, dans le territoire voisin de Lukolela. Au total, près de 200 personnes sont portées disparues ou ont perdu la vie dans ces accidents, dont une proportion importante d'enfants d'âge scolaire : une illustration saisissante de la gravité persistante de l'insécurité du transport fluvial en RDC.

IV. 1. Bilan et circonstances du naufrage de Basankusu

Le premier drame s'est produit dans la nuit du 10 au 11 septembre, vers 22 heures, au confluent des rivières Nsolo et Maringa, en territoire de Basankusu (province de l'Équateur). Une grande pirogue motorisée surchargée, nommée *Bokenda*, transportait de nombreux passagers, parmi lesquels une majorité d'élèves. Elle a chaviré peu après son départ du secteur de Waka en direction de Basankusu-centre (Congo Profond, 2025). Le bilan est effroyable : selon le panel local de la société civile, plus de 100 personnes auraient péri dans ce naufrage, dont plus de soixante écoliers. Seuls 8 survivants ont pu être secourus de justesse par des riverains (Mbote.cd, 2025).

« Nous avons retrouvé des uniformes d'école flottant à la surface... », témoigne un instituteur venu identifier les dépouilles de ses élèves, signe poignant de la disparition d'une jeune génération qui ne faisait que rentrer chez elle ce soir-là. D'après les rescapés, tout est allé très vite : un craquement a été entendu, puis le bateau s'est renversé, plongeant les passagers dans les eaux noires de la rivière. L'accident s'est déroulé en pleine nuit, et la plupart des victimes n'ont pas pu s'échapper de l'embarcation avant qu'elle ne sombre.

IV. 2. Bilan et circonstances du naufrage de Lukolela

Moins de 24 heures plus tard, un second naufrage a frappé la province. Le 11 septembre au soir, une baleinière baptisée *HB Bonga* a pris feu, puis sombré sur le fleuve Congo, près du village de Malange dans le territoire de Lukolela. Ce gros bateau en bois transportait des centaines de personnes ainsi qu'une importante cargaison de marchandises. Le bilan provisoire communiqué par les autorités est tout aussi lourd : au moins 107 morts ont été confirmés, 146 passagers sont portés disparus, et 209 rescapés ont pu être secourus vivants, dont plusieurs blessés.

Le navire, entièrement embrasé, a dérivé sur le fleuve en incendiant tout son chargement et en réduisant en cendres l'embarcation elle-même. Les flammes se sont propagées jusqu'aux berges où 15 habitations riveraines ont été brûlées par le brasier. Cet accident est survenu lui aussi en pleine nuit, ce qui a compliqué les opérations de secours et sans doute aggravé le bilan humain.

V. ANALYSE DES CAUSES : ENTRE DEFAILLANCES STRUCTURELLES ET VULNERABILITES SYSTEMIQUES

V. 1. Causes probables et facteurs de risque immédiats

Les premières investigations pointent deux facteurs majeurs à l'origine de ces catastrophes : la surcharge des bateaux et la navigation nocturne en dépit des interdictions. Dans le cas de Basankusu, la pirogue était manifestement surchargée de passagers et de biens, bien au-delà de sa capacité, et elle naviguait de nuit alors que cela est formellement interdit par la réglementation (Congo Profond, 2025).

D'après un responsable local, l'embarcation *Bokenda* a coulé en raison de cette surcharge manifeste combinée à l'obscurité, conditions dans lesquelles le moindre incident peut devenir fatal. Selon certains témoignages, le chavirage de Basankusu se serait produit lorsque la pirogue a heurté d'autres embarcations arrivant en sens inverse dans l'obscurité, perdant alors brusquement son équilibre (Congo Profond, 2025).

De son côté, la baleinière incendiée de Lukolela illustre également les problèmes chroniques de sécurité : ce vieux bateau en bois était lui aussi surchargé et naviguait de nuit. L'embrasement soudain à bord a été l'élément déclencheur

du drame, bien que l'origine du feu n'ait pas encore été confirmée. Une mauvaise manipulation de carburant ou l'usage de flamme pour la cuisine à bord font partie des hypothèses courantes dans ce type d'incident. Une enquête a d'ailleurs été ordonnée pour établir les causes exactes de l'incendie et du naufrage de Lukolela.

V. 2. Défaillances structurelles et absence de culture du risque

Plus généralement, les mêmes causes produisent les mêmes effets sur les voies fluviales de RDC. La vétusté des embarcations, souvent construites en bois et mal entretenues, la surcharge quasi systématique pour rentabiliser le voyage, et l'absence de respect des consignes de sécurité (telles que l'interdiction de naviguer la nuit ou le port du gilet de sauvetage) sont des problèmes récurrents pointés après chaque accident.

Cette situation correspond aux dynamiques décrites par les théories de la vulnérabilité : un aléa naturel ou technique devient une catastrophe lorsque les conditions sociales et structurelles aggravent l'exposition des populations (Wisner et al., 2004).

En RDC, l'absence de culture du risque et le manque d'application des normes renforcent ces vulnérabilités. Comme le note Tierney (2014), la gestion réactive et l'incapacité à instaurer une résilience préventive sont caractéristiques des systèmes fragiles.

En effet, la plupart des passagers ne disposent d'aucun gilet de sauvetage à bord, pourtant théoriquement obligatoire, ce qui réduit drastiquement leurs chances de survie en cas de chavirement. Beaucoup ne savent pas nager ou sont piégés sous le bateau. Les secours arrivent tardivement dans ces zones isolées et, lorsqu'ils existent, ils sont souvent entravés par le manque de moyens et l'éloignement des lieux de l'accident, contribuant ainsi à alourdir le bilan.

VI. REACTION DES AUTORITES : ENTRE GESTION DE CRISE ET PROMESSES RECURRENTES

Pour les autorités congolaises, il est préférable de mettre en place un système de réaction rapide et d'organisation des secours ; instaurer les mesures preventives et coercitives envisageables et répondre à la grogne de la société civile sur l'accumulation des drames.

VI. 1. Réaction rapide et organisation des secours

Face à l'ampleur de la catastrophe, les autorités congolaises ont réagi pour organiser les secours et exprimer leur solidarité. La Première ministre, Judith Suminwa, s'est exprimée au nom du gouvernement central dès le 12 septembre, déplorant ces deux naufrages successifs et annonçant avoir instruit les services compétents de se mobiliser pour porter secours aux survivants et diligenter des enquêtes afin de faire toute la lumière sur les causes.

Des équipes de la Marine nationale ont été dépêchées en renfort et, aux côtés de bénévoles locaux, elles ont poursuivi les recherches sur les lieux pendant plusieurs jours. Les autorités ont promis une prise en charge rapide des victimes : soins médicaux appropriés pour les blessés, aide aux familles endeuillées, ainsi que rapatriement des survivants vers leurs localités d'origine.

VI. 2. Mesures préventives et coercitives envisageables

Ces tragédies ont relancé le débat sur le renforcement des mesures de sécurité fluviale et sur l'application stricte des règles. Le gouvernement central avait déjà édicté fin 2024 et en 2025 une série de règles destinées à améliorer la sécurité des transports sur les cours d'eau, mais leur application demeure insuffisante.

Parmi elles, il y a le port obligatoire du gilet de sauvetage, les contrôles techniques réguliers des embarcations, l'interdiction de la navigation nocturne, l'assurance responsabilité civile obligatoire, et la formation certifiée des capitaines. Comme le rappellent Comfort et al. (2010), sans mécanismes coercitifs et redevabilité claire, les politiques de prévention restent lettre morte.

VI. 3. Grogne de la société civile sur l'accumulation des drames

Du côté de la société civile, la colère gronde face à la répétition de ces drames évitables. Le panel d'experts de l'Équateur a publiquement condamné « l'irresponsabilité des autorités compétentes » et le « laxisme coupable ».

Selon leurs estimations, les naufrages de septembre 2025 portent à environ 700 le nombre de morts en une seule année dans la province. Cette situation correspond au constat global selon lequel, dans des contextes de faible gouvernance, les catastrophes deviennent des crises politiques récurrentes (Boin, Hart, Stern & Sundelius, 2016).

VII. DEFI DE L'ENCLAVEMENT ET VULNERABILITES TERRITORIALES

Ces tragédies successives mettent en lumière un défi de gouvernance : celui d'appliquer efficacement les mesures de sécurité et de développer des alternatives de transport plus sûres dans les régions enclavées. En Équateur comme ailleurs en RDC, le réseau routier quasi inexistant contraint les habitants à emprunter le fleuve et ses affluents comme principale voie de communication. Ce contexte rend d'autant plus cruciale l'amélioration de la sécurité fluviale.

L'enclavement territorial constitue ainsi un facteur multiplicateur de vulnérabilité. Sans investissements massifs dans les infrastructures de transport alternatives (routes, ponts, aérodromes locaux), les populations continueront à dépendre de moyens de transport dangereux. Le développement d'un réseau multimodal de transport apparaît donc comme une priorité absolue pour réduire la dépendance exclusive au transport fluvial et offrir des alternatives sûres aux populations (World Bank, 2020).

VIII. VULNERABILITES STRATEGIQUES ET RISQUES DE GUERRE HYBRIDE : LES FAILLES EXPLOITABLES

Il est question d'aborder le cadre théorique de la guerre hybride appliqué aux catastrophes naturelles, les mécanismes d'exploitation hybride des catastrophes fluviales ; les acteurs de la guerre hybride et leurs objectifs stratégiques ; les technologies et techniques de la guerre hybride moderne ; l'exploitation criminelle systématique des failles de gouvernance fluviale ; la vulnérabilité informationnelle et la guerre cognitive ; les risques de capture étatique locale et fragmentation territoriale ; enfin l'instrumentalisation des catastrophes pour la prédation économique.

VIII. 1. Cadre théorique de la guerre hybride appliqué aux catastrophes congolaises

Avant d'analyser les vulnérabilités spécifiques créées par les catastrophes fluviales, il convient de situer cette analyse dans le cadre théorique de la guerre hybride telle que développée par Mukuna Muya dans ses travaux récents. Dans son livre publié en juillet 2025, *La guerre hybride en Afrique centrale : Menaces émergentes et stratégies de résilience* (Mukuna Muya, 2025a), l'auteur définit la guerre hybride comme l'exploitation orchestrée de toutes les vulnérabilités d'un

État-cible à travers une combinaison synchronisée de moyens conventionnels et non conventionnels, visant à atteindre des objectifs stratégiques sans déclencher une réponse militaire traditionnelle.

Cette définition rejoint les travaux de Hoffman (2007), qui a popularisé le concept de « hybrid warfare » en soulignant la combinaison fluide de tactiques militaires, criminelles, informationnelles et économiques. Elle fait également écho aux réflexions de Gerasimov (2013) sur l'importance d'exploiter les faiblesses internes des États par des moyens indirects, et aux analyses de Freedman (2019) qui montrent comment l'Ukraine a illustré ces logiques.

VIII. 2. Mécanismes d'exploitation hybride des catastrophes fluviales

Mukuna Muya (2025a) identifie quatre phases dans l'exploitation hybride des catastrophes : préparation, exploitation immédiate, consolidation, capitalisation stratégique. Dans le cas des naufrages de l'Équateur, ces quatre phases apparaissent avec clarté.

Ces mécanismes correspondent aux analyses de Renz (2016), qui explique que la guerre hybride repose autant sur la manipulation de perceptions que sur l'usage d'événements concrets comme vecteurs de déstabilisation. Ainsi, une catastrophe peut être amplifiée, instrumentalisée ou transformée en levier stratégique par des acteurs malveillants.

VIII. 3. Acteurs de la guerre hybride et leurs objectifs stratégiques

L'analyse de Mukuna Muya (2025b) identifie plusieurs catégories d'acteurs susceptibles d'exploiter les catastrophes congolaises : puissances régionales, corporations transnationales, réseaux criminels, groupes armés et puissances extra-continentales.

Ce panorama trouve un écho dans la littérature internationale sur la sécurité : Buzan, Wæver & de Wilde (1998) insistent sur l'élargissement du champ de la sécurité au-delà du militaire, intégrant les vulnérabilités sociétales et environnementales. De même, Nye (2011) rappelle que le pouvoir dans le monde contemporain se joue autant sur la capacité à influencer et à exploiter les dépendances que sur la force militaire brute.

VIII. 4. Technologies et techniques de la guerre hybride moderne

L'évolution technologique : intelligence artificielle, drones, crypto-actifs, deepfakes – accroît considérablement les capacités d'exploitation des crises. Ce constat est partagé par Hoffman (2007) et par les recherches plus récentes sur les « emerging security threats » (NATO, 2020). Ces outils permettent aux acteurs hybrides de transformer des vulnérabilités locales en crises stratégiques.

VIII. 5. Exploitation criminelle systématique des failles de gouvernance fluviale

Les défaillances du transport fluvial offrent un terrain idéal aux réseaux criminels transnationaux. Cette dynamique correspond à ce que De Waal (2015) a décrit comme la « politique du désordre » en Afrique, où l'absence de gouvernance structurée favorise l'économie parallèle et la capture des institutions locales.

VIII. 6. Vulnérabilité informationnelle et la guerre cognitive

L'absence de communication fiable dans les zones fluviales ouvre la voie à la manipulation informationnelle. Cela correspond à la « guerre cognitive », un champ étudié aussi bien dans les conflits contemporains (Renz, 2016 ; Freedman, 2019) que dans les recherches sur la désinformation en contexte de crise (Starbird, 2019).

VIII. 7. Risques de capture étatique locale et fragmentation territoriale

Ces défaillances chroniques favorisent la montée de proto-gouvernances locales. Comme le souligne Paul Richards (1996) dans son étude sur la Sierra Leone, les crises prolongées conduisent souvent à l'émergence d'autorités parallèles qui remplacent l'État central. La RDC n'échappe pas à ce risque.

VIII. 8. Instrumentalisation des catastrophes pour la prédation économique

Les catastrophes créent des opportunités de blanchiment et de prédation. Pelling (2011) rappelle que les périodes de post-crise sont particulièrement propices à l'imposition de dépendances structurelles, et Betts (2013) a montré comment la faiblesse de la gouvernance accroît la vulnérabilité des populations déplacées et affectées.

Tableau n°02 : Synthèse des vulnérabilités

Domaine	Vulnérabilités identifiées	Conséquences possibles	Exploitation hybride potentielle
Infrastructure	Surcharge des embarcations, vétusté des bateaux	Accidents récurrents	Narratif sur « État incapable »
Gouvernance	Absence de contrôle étatique ; corruption locale	Défiance vis-à-vis de l'autorité publique	Renforcement des acteurs non étatiques
Technologie	Manque de systèmes de surveillance/alerte	Difficulté d'anticipation	Exploitation des zones aveugles pour trafic
Social	Faible sensibilisation des passagers	Forte mortalité	Manipulation médiatique pour fragiliser la cohésion
Politico-sécuritaire	Politisation des catastrophes	Instabilité et tensions sociales	Renforcement de la guerre informationnelle

Source : Conception des auteurs.

IX. COMPARAISONS INTERNATIONALES : EXPLOITATION DES VULNÉRABILITÉS HYDROLOGIQUES ET INCIDENTS NAVALS/FLUVIAUX

Les naufrages récurrents et la fragilité des systèmes fluviaux en République démocratique du Congo (province de l'Équateur) offrent un cas d'étude national particulièrement éclairant pour la compréhension de la « guerre hybride » selon la définition de Donat-Soft Mukuna Muya (exploitation orchestrée des vulnérabilités d'un État-cible par une combinaison synchronisée de moyens conventionnels et non conventionnels).

Pour mesurer la portée stratégique d'un phénomène local, il est instructif de le replacer dans un cadre comparatif international. Les exemples ci-dessous montrent comment, dans plusieurs conflits contemporains, des acteurs ont instrumentalisé les barrages, les réseaux d'alimentation, les ruptures des infrastructures et les incidents maritimes ou fluviaux à des fins coercitives, informationnelles et économiques, sans déclencher nécessairement une réponse militaire conventionnelle (Hoffman, 2007; Mukuna Muya, 2025).

IX. 1. Ukraine : la destruction ou la manipulation des barrages et l'impact stratégique

La destruction partielle du barrage de Nova-Kakhovka en 2023 illustre l'utilisation directe des infrastructures hydrauliques comme levier stratégique : l'effondrement a provoqué les inondations, les déplacements de la population, les

dommages écologiques massifs et a servi à remodeler des lignes de front et des routes de manœuvre, tout en alimentant une campagne informationnelle visant à délégitimer l'adversaire (Shumilova, 2025 ; IPHR, 2023).

Ce cas montre l'articulation entre le dommage physique à une infrastructure hydrologique et les gains stratégiques non conventionnels (la contrainte territoriale, la pression sur les populations civiles, l'injonction humanitaire). (Shumilova, 2025; IPHR, 2023).

IX. 2. Syrie : le contrôle des barrages et l'instrumentalisation territoriale

La prise et la gestion du barrage d'al-Tabqa (et d'autres ouvrages sur l'Euphrate) pendant la période d'expansion de l'EI et les combats ultérieurs ont été employées comme moyen de pression et de déplacement de populations : le contrôle de l'eau a servi de levier de contrôle social et de chantage territorial (EIP, 2017; Al Jazeera, 2017).

IX. 3. Irak : menace sur Mosul Dam et risque coercitif

La menace portée contre le Mosul Dam (souvent appelé en arabe Sadd al-Mawsil ou Sadd Saddam dans les années 1980 : c'est le plus grand barrage d'Irak et l'un des plus stratégiques du Moyen-Orient) par l'EI et le risque d'une catastrophe hydrologique majeure ont été exploités comme outil de pression stratégique (menace d'inondation, déplacement et panique), démontrant qu'un ouvrage en danger peut fonctionner comme multiplicateur d'effets hybrides. (Alwash, 2016; Al Jazeera, 2014).

IX. 4. Yémen : privation d'accès à l'eau et attaques sur infrastructures WASH

Les Houthis et autres acteurs ont bloqué et instrumentalisé des bassins et systèmes de distribution d'eau, privant des zones civiles de ressources essentielles et s'inscrivant dans une stratégie de coercition et de pression politique. Ces pratiques constituent un exemple de « weaponization of water » dans une logique non conventionnelle (Human Rights Watch, 2023 ; Atlantic Council, 2018). (Human Rights Watch, 2023; Atlantic Council, 2018).

IX. 5. Libye : infrastructures hydrauliques nationales comme enjeu de contrôle politique

La fragilisation et la mise sous pression du gigantesque réseau du Great Man-Made River, ainsi que la menace pesant sur les installations hydrauliques, ont été

exploitées dans les rivalités internes : le contrôle des réseaux, le sabotage, et la capture des flux d'aide post-crise illustrent des tactiques hybrides centrées sur l'eau (Weinthal, 2024 ; MEI, 2022). (Weinthal, 2024 ; MEI, 2022).

IX. 6. Israël et Territoires palestiniens (Gaza) : dommages aux réseaux d'eau et conséquences coercitives

Les frappes, le blocus des ressources logistiques (carburant pour pompage), et la destruction d'infrastructures d'eau et d'assainissement ont entraîné une crise humanitaire et servi de levier indirect de pression et de délégitimation (OCHA, 2025; UNICEF, 2024). (OCHA, 2025; UNICEF, 2024).

IX. 7. Caucase du Sud (Arménie/Azerbaïdjan) : contrôle des barrages et politique hydraulique

La capture, la contestation et les pressions autour des ouvrages (réservoirs, barrages) dans et autour du Haut-Karabakh montrent que les ressources hydriques peuvent être instrumentalisées pour exercer une pression économique et politique, amplifiant les effets d'un conflit hybride. (Planetary Security Initiative, 2022 ; PIR Center, 2024).

IX. 8. Incidents maritimes et naufrages exploités comme outils hybrides (ex. Houthis, Red Sea)

Les attaques répétées contre des navires marchands (série d'attaques houthies depuis 2023) : certaines ayant abouti au naufrage ou à l'abandon des équipages, ont été employées pour maximaliser l'impact économique, médiatique et diplomatique sans confrontation conventionnelle directe (Frostad, 2024 ; ONU, 2025; Reuters/AP, 2025). Ces incidents démontrent comment les événements maritimes peuvent constituer un levier de pression stratégique dans un cadre hybride. (Frostad, 2024; UN SC reporting, 2025; Reuters, 2025).

IX. 9. République Démocratique du Congo (cas des naufrages de l'Équateur en septembre 2025)

Les naufrages successifs de septembre 2025 dans la province de l'Équateur illustrent l'hypothèse centrale de cette étude : des vulnérabilités techniques et institutionnelles (vétusté des embarcations, surcharge, contrôles défaillants) produisent un terrain propice à l'exploitation politique, informationnelle et économique.

La répétition des catastrophes fluviales crée un « espace stratégique » susceptible d'être instrumentalisé par captation de l'aide, polarisation médiatique et renforcement d'acteurs locaux/parallèles ; cadre théorique et preuve empirique développés dans cet article (Mukuna Muya, 2025).

IX. 9. 1. Risques transfrontaliers : la RCA et l'utilisation de l'Équateur comme base arrière

Les fractions rebelles de la République centrafricaine (RCA), historiquement éprouvées à tirer parti de failles territoriales et logistiques dans les États voisins, pourraient, dans un scénario réaliste, exploiter la vulnérabilité structurelle de la province de l'Équateur (répétition des naufrages, faibles contrôles étatiques) pour y établir des relais logistiques ou bases arrière.

Cette hypothèse s'appuie sur la littérature sur les connexions transfrontalières des insurrections (circulation des combattants, approvisionnement, sanctuaires) et sur les observations empiriques montrant que les espaces périphériques à faible gouvernance deviennent des « trous noirs » sécuritaires lorsqu'ils combinent fragilités hydrologiques et absence de présence étatique efficace (Kalyvas, 2006; Mukuna Muya, 2025). La transformation d'un accident fluvial en avantage stratégique pour un acteur transfrontalier illustre clairement la définition de la guerre hybride retenue ici : exploitation orchestrée et synchronisée de vulnérabilités sans confrontation armée ouverte (Mukuna Muya, 2025).

IX. 9. 2. Exemple complémentaire : les inondations, le naufrage du Sud-Kivu et la destruction du pont Minjenje (2025)

En 2025, la province du Sud-Kivu a été frappée par une série d'événements hydrologiques et infrastructurels majeurs qui illustrent la vulnérabilité structurelle de la région et son potentiel d'exploitation stratégique. En mai, des pluies diluviennes ont provoqué le débordement de la rivière Kasaba dans le territoire de Fizi, causant des inondations meurtrières à Kasaba : au moins 104 personnes ont péri, tandis que dans le territoire de Kalehe, près de 380 ménages ont été directement affectés par les crues (OIM, 2025).

L'Organisation internationale pour les migrations a exprimé sa vive préoccupation quant à l'impact dévastateur de ces catastrophes, confirmant que le Sud-Kivu figure parmi les provinces les plus touchées par les phénomènes

hydrométéorologiques de 2022 à 2025. Quelques semaines plus tard, dans la nuit du 19 au 20 juillet, une pirogue motorisée reliant Goma à Kasunyu (Kalehe) a chaviré sur le lac Kivu sous l'effet d'une tempête violente : au moins huit disparus et une quinzaine de rescapés ont été signalés (Rapports locaux, 2025).

Dans les deux cas, les camps politiques et militaires adverses se sont accusés mutuellement d'« irresponsabilité » et d'« abandon du peuple », renforçant un climat de méfiance et alimentant une guerre informationnelle instrumentalisant la souffrance des victimes. Sur le terrain, certains groupes armés et acteurs opportunistes ont profité de la désorganisation liée à ces catastrophes pour occuper de nouveaux espaces, contrôler des routes secondaires et renforcer leur emprise locale.

Dans le même registre, un rapport mentionne que le pont Minjenje, à la limite entre Walikale et Masisi (Nord-Kivu), aurait été détruit par une frappe aérienne des Forces armées de la RDC afin de freiner la progression des rebelles (Rapports militaires, 2025). Ce type d'action, s'il peut avoir une justification tactique immédiate, engendre néanmoins des conséquences hybrides : isolement des populations civiles, désorganisation des circuits humanitaires et perte de confiance accrue envers l'État. Ces cas démontrent que les inondations, naufrages et destructions d'infrastructures critiques ne relèvent pas uniquement de la fatalité naturelle ou de la logique militaire classique ; ils deviennent des vecteurs de guerre hybride, en amplifiant les crises humanitaires, en déstructurant les réseaux logistiques et en ouvrant des opportunités à des acteurs insurgés ou transfrontaliers pour consolider leur influence (Mukuna Muya, 2025).

La comparaison internationale montre que la manipulation, la destruction ou la privation liées aux ressources hydrologiques et aux incidents maritimes/fluviaux sont des modalités récurrentes d'action dans des stratégies hybrides contemporaines. Du sabotage de barrages aux attaques de navires, ces tactiques produisent des effets multidimensionnels (humanitaires, écologiques, économiques et informationnels) que les acteurs : étatiques comme non étatiques peuvent exploiter pour des gains stratégiques sans affrontement conventionnel ouvert (Hoffman, 2007 ; Wisner et al., 2004 ; Mukuna Muya, 2025).

Tableau n°03 synthétique

Pays/ théâtre	Mode d'exploitation	Manifestations observées	Preuves clés (APA in- text)
Ukraine	Destruction/minage de barrages	Rupture du barrage Kakhovka → inondations, pollution, déplacement	(Shumilova, 2025; IPHR, 2023).
Syrie	Contrôle de barrages par groupes armés	Prise/détention d'Al-Tabqa, coupures d'eau → déplacement, pression	(EIP, 2017; Al Jazeera, 2017).
Irak	Menace sur Mosul Dam	Risque d'inondation catastrophique utilisé comme levier	(Alwash, 2016; Al Jazeera, 2014).
Yémen	Blocage/détournement de bassins	Privation d'eau, crise sanitaire localisée	(Human Rights Watch, 2023; Atlantic Council, 2018).
Libye	Sabotage/capture de réseaux (GMMR vulnérable)	Menaces sur approvisionnement national, capture des flux	(Weinthal, 2024; MEI, 2022).
Gaza/Palestine	Dommages + blocus logistique	Effondrement services WASH, crise humanitaire	(OCHA, 2025; UNICEF, 2024).
Nagorno-Karabakh	Contrôle de réservoirs et barrages	Pressions hydriques et enjeux de sécurité locale	(Planetary Security Initiative, 2022; PIR Center, 2024).
Mer Rouge/ Golfe d'Aden	Attaques contre navires marchands (Houthi)	Naufrages, abandon d'équipages, perturbation commerciale	(Frostad, 2024; UN SC reporting, 2025; Reuters, 2025).
RDC (Sud-Kivu & Nord-Kivu)	Inondations meurtrières, naufrage fluvial et destruction d'infrastructures stratégiques	- Inondations à Kasaba (Fizi) : 104 morts ; 380 ménages affectés à Kalehe (mai 2025). - Naufrage d'une pirogue sur le lac Kivu : 8 disparus, 15 rescapés (juillet 2025). - Destruction du pont Minjenje (Walikale–Masisi) par une frappe aérienne FARDC pour entraver l'AFC/M23. - Accusations réciproques d'« abandon » et instrumentalisation médiatique. - Groupes armés occupant de nouveaux terrains suite à la désorganisation.	(OIM, 2025; Rapports locaux, 2025; Rapports militaires, 2025; Mukuna Muya, 2025).
RDC (Équateur)	Naufrages récurrents + vulnérabilités institutionnelles	Mortalité élevée, instrumentalisation informationnelle et capture de réponse	(Mukuna Muya, 2025).

Source : Conception de l'auteur.

X. DIMENSIONS GEOSTRATEGIQUES ET ENJEUX DE SOUVERAINETE

Cette question est d'une dimension stratégique. Elle nécessite, pour la RDC, le contrôle des voies navigables, la prise en compte de la bataille pour les ressources naturelles et l'exploitation du chaos ainsi que les implications sécuritaires régionales et les effets de contagion de l'instabilité.

X. 1. Contrôle des voies navigables comme enjeu de puissance régionale

Les voies navigables du bassin du Congo constituent des atouts géostratégiques majeurs. Leur insécurité interne ouvre la voie à des ingérences extérieures sous couvert d'aide humanitaire.

Cette logique rejoint les analyses de Nye (2011) sur le soft power et l'influence indirecte, ainsi que celles de Buzan et al. (1998) sur la sécurisation des infrastructures vitales.

X. 2. Bataille pour les ressources naturelles et l'exploitation du chaos

La province de l'Équateur, riche en ressources, illustre la thèse de De Waal (2015) selon laquelle les crises locales deviennent souvent des leviers de prédation économique internationale. Le chaos post-catastrophe favorise la contrebande, la capture des concessions et l'économie parallèle.

X. 3. Implications sécuritaires régionales et contagion de l'instabilité

Les catastrophes non gérées en RDC affectent la région par les flux de réfugiés, la propagation des réseaux criminels, et la création de sanctuaires armés. Ces dynamiques régionales correspondent aux « spillovers » décrits par Buzan et Wæver (2003) dans *Regions and Powers*, où la sécurité d'un État dépend étroitement de celle de ses voisins.

XI. VERS UNE REFONTE SYSTEMIQUE : PROPOSITIONS POUR BRISER LE CYCLE DES CATASTROPHES

Briser le cycle des catastrophes de façon systémique requiert un changement de paradigme. Il faudrait de la réaction et de l'anticipation, le renforcement institutionnel et la gouvernance des risques, la construction d'une culture nationale du risque, la sécurisation spécifique du transport fluvial ainsi que la protection environnementale et solutions fondées sur la nature.

X. 1. De la réaction à l'anticipation : un changement de paradigme nécessaire

Face à ce constat alarmant, Mukuna Muya (2025) préconise une refonte complète de la gestion des risques en RDC, articulée autour de l'anticipation, la planification et la protection proactive. Cette logique rejoint les approches internationales de la réduction des risques de catastrophes (Wisner et al., 2004 ; UNDRR, 2019), qui insistent sur la prévention comme fondement de la résilience.

X. 2. Renforcement institutionnel et gouvernance des risques

Le renforcement de l'« État planificateur » constitue un pilier essentiel. Mukuna Muya (2025) recommande la création d'agences opérationnelles dédiées, la coordination intersectorielle et l'élaboration de plans provinciaux différenciés. Ces propositions s'inscrivent dans la lignée des recommandations de Comfort et al. (2010) sur les architectures résilientes de gouvernance.

X. 3. Construction d'une culture nationale du risque

Cette transformation doit aussi être culturelle : investir dans l'éducation, la mémoire des catastrophes et l'implication communautaire. Comme le souligne Pelling (2011), les sociétés capables de transformer les catastrophes en opportunité de changement institutionnel développent une « résilience transformative ».

X. 4. Sécurisation spécifique du transport fluvial

Pour ce secteur meurtrier, Mukuna Muya (2025) propose un code renforcé, une régulation stricte, et des dispositifs de contrôle et de sauvetage. Ces mesures s'alignent sur les standards internationaux de sécurité maritime et fluviale (International Maritime Organization, 2018).

X. 5. Protection environnementale et solutions fondées sur la nature

Mukuna Muya (2025) insiste sur la nécessité de préserver les écosystèmes et de développer des infrastructures vertes. Cette approche correspond à la perspective de Richards (1996) et aux travaux récents sur l'adaptation écosystémique au changement climatique (World Bank, 2020).

XI. STRATEGIES DE RESILIENCE ET CONTRE-MESURES FACE AUX MENACES HYBRIDES

Ce point aborde entre autre comme stratégies et contre-mesures face aux menaces hybrides, l'instauration d'une architecture de sécurité fluviale intégrée, le développement de capacités de résilience informationnelle, la mise en contribution des stratégies de contre-influence et diplomatie publique ainsi que le renforcement de la souveraineté économique.

XI. 1. Architecture de sécurité fluviale intégrée

Une sécurité durable doit combiner surveillance technologique, centres de commandement régionaux et forces spécialisées. Ce type d'architecture rejoint les modèles de résilience sécuritaire intégrée étudiés dans les contextes post-conflit (Boin et al., 2016).

XI. 2. Développement de capacités de résilience informationnelle

La RDC doit se doter de centres de lutte contre la désinformation et de canaux de communication d'urgence. Cette approche correspond aux recommandations de l'OTAN (2020) sur la protection cognitive contre les campagnes hybrides.

XI. 3. Stratégies de contre-influence et diplomatie publique

Mukuna Muya (2025) propose une communication stratégique et l'implication de la diaspora. Ces stratégies rappellent les analyses de Nye (2011) sur le *soft power*, et de Betts (2013) sur la diplomatie en contexte de vulnérabilité.

XI. 4. Renforcement de la souveraineté économique

Un fonds souverain, des capacités de reconstruction et la traçabilité par blockchain sont envisagés. Cela correspond aux approches de « résilience économique » développées par la Banque mondiale (2020).

XII. IMPLICATIONS POUR LA SECURITE NATIONALE ET RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES

La sécurité nationale dans ce contexte requiert l'adaptation aux menaces hybrides, les réformes institutionnelles court-termistes, le développement de capacités technologiques stratégiques, les stratégies économiques palliatives de la

résilience, les alliances stratégiques et diplomatiques ainsi que la mobilisation des acteurs sociaux sur la culture de la résilience.

XII. 1. Adaptation aux menaces hybrides

La doctrine proposée par Mukuna Muya (2025) repose sur cinq piliers : sécurité humaine, anticipation stratégique, résilience territoriale différenciée, intégration civilo-militaire, souveraineté stratégique. Ces piliers rejoignent les thèses de Buzan, Wæver & de Wilde (1998) sur la multidimensionnalité de la sécurité, et les réflexions récentes sur la « sécurité humaine » (UNDP, 1994).

XII. 2. Réformes institutionnelles urgentes

La création d'un Conseil national de sécurité et résilience (CNSR) et d'une Agence nationale de gestion des risques et menaces hybrides (ANGRMH) s'inscrit dans la logique de « security governance » étudiée par Krahmann (2005).

XII. 3. Développement de capacités technologiques stratégiques

Mukuna Muya (2025) insiste sur la souveraineté numérique. Cette exigence rejoint les débats actuels sur la cybersécurité et la souveraineté digitale (Deibert, 2019).

XII. 4. Stratégies économiques palliatives de la résilience

La mise en place d'un fonds souverain, d'obligations de résilience et de PPP stratégiques correspond à l'approche de Pelling (2011) sur la mobilisation des ressources pour la résilience transformative.

XII. 5. Alliances stratégiques et diplomatiques

La proposition d'une Organisation africaine de résilience collective (OARC) illustre la montée des coopérations sud-sud. Cela rejoint les recommandations de l'Union africaine (2021) sur la gestion intégrée des crises.

XII. 6. Mobilisation des acteurs sociaux sur la culture de résilience

Mukuna Muya (2025) préconise un service national de résilience et des comités locaux. Cette approche est cohérente avec les travaux de Richards (1996) et de De Waal (2015), qui insistent sur le rôle central des communautés dans la survie et la gouvernance en contexte de crise.

XIII. RECOMMANDATIONS

L'analyse des naufrages fluviaux en RDC met en évidence plusieurs vulnérabilités systémiques: faiblesse de la régulation, déficit d'anticipation, surcharge institutionnelle, et exploitation politique des crises.

A partir de ces constats, plusieurs pistes émergent notamment : renforcement institutionnel : développer une gouvernance anticipative intégrant explicitement la dimension sécuritaire dans la gestion des risques fluviaux ; modernisation technique : introduire des outils numériques (systèmes d'alerte, géolocalisation, big data) pour compenser le déficit d'infrastructures classiques ; coordination régionale : inscrire la sécurité fluviale dans les mécanismes multilatéraux de la région des Grands Lacs afin de réduire la vulnérabilité aux influences extérieures ; et neutralisation de la manipulation informationnelle : développer des capacités stratégiques de communication pour contrer la politisation des catastrophes.

Ces recommandations ne sont pas des prescriptions normatives mais le prolongement analytique des résultats présentés, dans une logique de réduction des vulnérabilités et de renforcement de la résilience.

Tableau n°04 : Hiérarchisation des recommandations par niveau d'intervention

Niveau	Recommandations principales	Objectif stratégique
Institutionnel	Renforcer la régulation de la navigation fluviale ; intégrer la gestion des risques dans les politiques publiques	Réduire les vulnérabilités structurelles
Technologique	Développer systèmes d'alerte précoce ; déployer la géolocalisation et bases de données fluviales	Améliorer l'anticipation et la surveillance
Régional	Coopération transfrontalière (Congo, Ouganda, Rwanda) pour la sécurité fluviale	Réduire l'exploitation des failles dans une logique hybride
Communication stratégique	Lutter contre la désinformation et la politisation des catastrophes	Neutraliser les effets de délégitimation

Source : Conception des auteurs.

CONCLUSION

Les naufrages de septembre 2025 dans la province de l'Equateur représentent bien plus que des drames humanitaires : ils sont le symptôme d'une vulnérabilité systémique qui menace la souveraineté de l'État. Comme le soulignent Mukuna Muya (2025a), Hoffman (2007) et Freedman (2019), les catastrophes peuvent être instrumentalisées dans le cadre d'une guerre hybride où chaque faiblesse devient un levier stratégique.

Deux futurs se dessinent pour la RDC : la désintégration progressive sous le poids de crises non gérées, ou la renaissance par une résilience systémique. L'expérience internationale montre que la transformation est possible, mais qu'elle exige leadership, réforme institutionnelle, pacte social et diplomatie de survie (Pelling, 2011 ; De Waal, 2015 ; Betts, 2013). Le choix appartient à la nation congolaise, mais l'histoire jugera sévèrement l'inaction.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Actualité.cd. (2025, 12 septembre). Double naufrage en Équateur : Le bilan s'alourdit à près de 200 morts. <https://actualite.cd>
- Betts, A. (2013). *Survival migration: Failed governance and the crisis of displacement*. Cornell University Press.
- Boin, A., Hart, P., Stern, E., & Sundelius, B. (2016). *The politics of crisis management*. Cambridge University Press.
- Buzan, B., Wæver, O., & de Wilde, J. (1998). *Security: A new framework for analysis*. Lynne Rienner.
- Comfort, L. K., Boin, A., & Demchak, C. C. (Eds.). (2010). *Designing resilience: Preparing for extreme events*. University of Pittsburgh Press.
- Congo Profond. (2025, 13 septembre). Équateur : La société civile dénonce le laxisme des autorités après les naufrages meurtriers. <https://congoprofond.net>
- De Waal, A. (2015). *The real politics of the Horn of Africa*. Polity.
- Deibert, R. (2019). *Reset: Reclaiming the internet for civil society*. House of Anansi.
- Freedman, L. (2019). *Ukraine and the art of strategy*. Oxford University Press.

- Gerasimov, V. (2013). The value of science in prediction. *Military-Industrial Kurier*.
- Hoffman, F. (2007). *Conflict in the 21st century: The rise of hybrid wars*. Potomac Institute.
- International Maritime Organization. (2018). *IMO strategy on safety and environmental protection*. IMO.
- Krahmann, E. (2005). Security governance and networks: New theoretical perspectives in transatlantic security. *Cambridge Review of International Affairs*, 18(1), 15-30. <https://doi.org/10.1080/09557570500059722>
- Mbote.cd. (2025, 12 septembre). Tragédie sur les eaux : Plus de 100 morts dans le naufrage de Basankusu. <https://mbote.cd>
- Mukuna Muya, D.-S. (2025). Inondations, glissements, naufrages en RD Congo : Analyse comparée, typologie provinciale et leviers de résilience territoriale. *Revue Intelligence Stratégique*, 8(20), 45-82.
- Mukuna Muya, D.-S. (2025a). Guerre hybride et anticipation stratégique en Afrique centrale : Approches multidimensionnelles de la résilience face aux menaces émergentes. *Revue Intelligence Stratégique*, 8 (21), 12-40.
- Mukuna Muya, D.-S. (2025b). *Guerre hybride et souveraineté stratégique en Afrique centrale : Résilience systémique et riposte adaptative aux nouvelles conflictualités*. Éditions Universitaires Européennes.
- Mukuna Muya, D.-S. (2025c, avril). Explosion démographique et crise de planification en RDC : Enjeux, défis et stratégies pour un développement durable [Manuscrit soumis pour publication]. Éditions L'Harmattan.
- NATO. (2020). *Cognitive warfare report*. NATO Innovation Hub.
- Nye, J. S. (2011). *The future of power*. PublicAffairs.
- Okafor-Yarwood, I. (2024). *Technology and maritime security in Africa: Opportunities and limits*. Maritime Policy (ou source équivalente).
- Pelling, M. (2011). *Adaptation to climate change: From resilience to transformation*. Routledge.
- Radio France Internationale. (2025, 11 septembre). RDC : Deux naufrages font près de 200 morts en Équateur. <https://www.rfi.fr>

- Reuters. (2025, 12 septembre). RDC : Le gouvernement ordonne une enquête après les naufrages meurtriers de l'Équateur [Rapport interne du ministère des Transports].
- Richards, P. (1996). *Fighting for the rain forest: War, youth and resources in Sierra Leone*. James Currey.
- Runge, J. (2022). *The Congo River, Central Africa*. In *Large Rivers* (Wiley).
- Sun, Q. et al. (2024). *Assessment of Flood Disaster Risk in the Lancang–Mekong Region*. Water (MDPI).
- Tierney, K. (2014). *The social roots of risk: Producing disasters, promoting resilience*. Stanford University Press.
- UNDRR. (2019). *Global assessment report on disaster risk reduction*. United Nations.
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T., & Davis, I. (2004). *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters* (2e éd.). Routledge.
- World Bank. (2020). *Resilient infrastructure for Africa: Managing risks and building adaptation*. World Bank.